Julie BOUR, *Clientélisme politique et recommandations. L'exemple de la Lorraine de la III^e à la V^e République*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 211 pages

Jean-Louis Clément

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/20041>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.20041

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2019

Pagination : 390-391

ISBN : 9782814305540

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Jean-Louis Clément, « Julie BOUR, *Clientélisme politique et recommandations. L'exemple de la Lorraine de la III^e à la V^e République* », *Questions de communication* [En ligne], 35 | 2019, mis en ligne le 01 octobre 2019, consulté le 21 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/20041> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.20041>

mis l'accent sur le rapport entre le *corpus* législatif et ses modalités d'application à symétrie variable : des périodes de fermeté succédant à des périodes de liberté, notamment l'avènement de Louis-Philippe – abondamment représenté en forme de poire dans *Caricature* et *Le Charivari* – au début de la monarchie de Juillet. Dans cet ouvrage touffu, on croise les grandes figures des différents régimes, le célèbre Fouché, les grandes dynasties d'imprimeurs – Barrois, Belin, Didot, Panckoucke – et de libraires – Dupont, Hachette –, sans oublier des personnages moins connus, comme Alexandre Corréard, devenu libraire après avoir survécu au naufrage de *La Méduse*.

Christophe Cosker

HCTI, université de Bretagne occidentale, F-29000

LCF, université de La Réunion

christophecosker[at]gmail.com

Julie Bour, *Clientélisme politique et recommandations L'exemple de la Lorraine de la III^e à la V^e République*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 211 pages

Dérivé de sa thèse en histoire contemporaine étudiant l'itinéraire politique de Louis Jacquinot (1898-1993), l'inamovible député de la Meuse de 1932 à 1973, ce livre est fondé sur des sources archivistiques composées des requêtes des électeurs aux élus lorrains et des lettres de recommandation qui leur donnent suite. Les fonds laissés par Jules Develle (1845-1919), le député de la Meuse, ou par Christian Pierret, le député de Saint-Dié, forment un ensemble cohérent de documents similaires qui permet une étude quantitative et sérielle. L'approche est novatrice car, d'ordinaire, l'historien du politique cherche à restituer une crise politique locale ou nationale, à dégager une tradition de philosophie politique mais il tend à ignorer comment s'effectue l'ancrage local de l'élu. Il considérerait facilement qu'il coule de source soit à titre de vieille famille bien implanté dans le terroir (les familles Ferry ou Flandin) soit en raison d'une appartenance à un parti particulièrement bien implanté dans le département ou à une société philosophique humaniste qui soutient discrètement certains candidats. Il ignore la recommandation au profit du jeu des groupes de pression, ce qui est un autre sujet (Philip Williams, *La Vie politique sous la 4^e République*, Paris, A. Colin, 1971, p. 569 sq. ; p. 638 sq.). D'entrée de jeu, l'auteur avance une évidence. Qu'il soit classé à droite ou à gauche de l'échiquier politique, tout député écrit des lettres de recommandation en faveur de ses électeurs qui le sollicitent à cet effet. Leur but serait de fidéliser le vote des obligés. Certains députés le pensent

(p. 40) ; d'autres se montrent circonspects à ce sujet (p. 141). Est-ce le regard de l'historien qui, voulant établir un lien de causalité, trouve dans le recours à la recommandation la cause des réélections successives à la députation, faute de trouver d'autres éléments explicatifs ? L'auteur aurait pu davantage souligner que la personne sollicitée ne l'est pas obligatoirement pour sa charge de député mais pour la charge cumulée de conseiller général ou de maire qui peuvent accorder ou non les subventions aux associations, des empris etc.

La méconnaissance de cette source documentaire par les historiens explique que les sociologues et les politistes ont étudié les premiers les recommandations et le clientélisme politique qui est censé en découler. Toutefois, la méthode sociologique conduit l'historien à la remettre en cause. Un article de Roland Mousnier (1907-1993) l'a analysée voici près de quarante ans (Roland Mousnier, « Réflexions d'un historien à la lecture d'un manuel de sociologie » *Revue Historique*, 534, avril-juin 1980, pp. 395-401). Le sociologue construit un modèle théorique qui isole des éléments actifs comme le *broker* ou « recommandeur » selon les termes utilisés (p. 22). À partir de ces derniers, il construit l'objet sociologique de la recommandation en évacuant tous les éléments qui ne sont pas sociologique *stricto sensu* comme le regard moral (p. 23). Il construit alors un mécanisme de la recommandation valable en tout temps et en tous lieux : du clientélisme de la Rome antique en passant par la vassalité ou le caciquisme hispanique. La méthode est déductive.

La méthode historique est inductive. Elle se construit par rapport à des circonstances ponctuelles bien définies dans l'espace et dans le temps. Jules Develle a pratiqué la recommandation dans la Meuse au même titre que Louis Jacquinot ou André Savard qui furent des élus contemporains de sensibilités politiques divergentes. L'historien posera en premier la question de savoir s'il pratique la même recommandation à des décennies de distance. Il rappellera que, dans la République, de manière officieuse sous la Troisième et de manière officielle sous les deux dernières, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26 août 1789 réproouve en théorie cette pratique en vertu de l'article 6 qui stipule « que tous les citoyens étant égaux [devant la loi] sont également admissibles à toutes dignités, place et emplois publics, selon leurs capacités et sans autre distinctions que celle de leur vertu et de leur talent ». Or, à aucun moment du livre, un élu lorrain n'intervient en faveur de l'octroi, par recommandation, du statut de ruraliste à une époque où l'État détient le monopole de la

vente non seulement des timbres fiscaux (ce qui est la norme régalienne) mais surtout du tabac et des allumettes dont l'usage, pour le dernier produit, est général et d'une bonne rentabilité fiscale. Donc, la recommandation n'est pas un favoritisme visant à contourner les règles de l'octroi de la « carotte », source de revenus pour l'État et pour certains commerçants bénéficiant du monopole, à moins que la documentation sur les passe-droits ait été détruite avant son dépôt en archives publiques. L'hypothèse est romanesque.

L'historien s'interrogera ensuite sur le métier de député dans trois Républiques successives. Est-il le même en 1900 et en 1970 ? Le député giscardien Bernard Destremau (1917-2002) donne un témoignage de sa mission dans lequel Jules Develle aurait des difficultés à reconnaître la sienne à la différence de Louis Jacquinot qui, champion de la longévité, a dû mesurer l'évolution de la fonction de représentant du peuple : « Lorsque, avec quelques députés « giscardiens », j'ai pénétré pour la première fois dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, en 1967, on m'a bien vite affranchi : « Ne t'imaginer pas que tu pourras attacher ton nom à une loi. Ne t'imaginer pas non plus que si nous nous mettons à plusieurs nous aurons plus de chances de faire passer une loi. Désormais c'est le gouvernement, l'exécutif qui se réserve de légiférer. » Deux ans plus tard, d'ailleurs, en 1969, M. Giscard d'Estaing, alors ministre des Finances, me déclarait que le parlement n'était plus fait pour proposer des lois [...] En 1967, les parlementaires ne réagissaient pas contre les abus de pouvoir du gouvernement [...] Les parlementaires voulaient-ils modifier un texte [...] On les renvoyait dans leur circonscription et pour faire bonne mesure on les aidait politiquement et matériellement dans leur rôle de député à condition qu'il soit local. » (Bernard Destremau, « Pauvre député ! », *Le Monde*, 27 février 1987, p. 2). En conséquence, le député de la Cinquième République voit sa mission de « recommandeur » reconnue et favorisée par la coutume constitutionnelle à la différence de celle de l'élu de la Troisième qui, lui, a l'initiative de la loi que ne possède plus son héritier. L'aspect institutionnel manque à cette étude pour évaluer ce qui change la saveur et la valeur de la recommandation.

Par delà ces différences de nature institutionnelle, la recommandation – qui n'est pas un passe-droit – semble relever tout autant de l'assistantat social que des missions qui ont échoué, après le 3 janvier 1973, au médiateur de la République épaulé par ses représentants départementaux. Le député, par son entremise, semble dénouer des situations administratives hors norme (les

demandes de sursis militaire ou de libération anticipée du service national), aider des gens simples à ne pas être écrasés par le mécanisme parfois compliqué de l'administration ou dénouer des situations personnelles exceptionnelles par rapport au service national. Il eut été bon de marquer l'évolution des demandes en raison de la prise en charge par l'État lui-même des situations imprévues ou imprévisibles.

L'ouvrage est novateur par la nature de la source qu'il analyse. Mais il peut laisser le lecteur sur sa faim dans la mesure où, fasciné par la méthode sociologique, l'auteur n'a pas assez mis la documentation dans le contexte politique et institutionnel très différent entre le Troisième et la Cinquième République.

Jean-Louis Clément

IRCM, université de Strasbourg, F-67000

j.clement[at]unistra.fr

Virgine BRINKER, Catherine COQUIO, Alexandre DAUGE-ROTH, Éric HOPPENOT, Nathan RÈRA, François ROBINET, dirs, Rwanda, 1994-2014. Histoire, mémoires et récits
Dijon, Éd. Les Presses du réel, 2017, 544 pages

En histoire, littérature, droit, science politique, philosophie, sociologie, anthropologie, sciences de l'information et de la communication, etc., les tentatives de restitution de certaines séquences, d'analyse et compréhension des causes et conséquences du dernier (?) plus grand génocide africain se multiplient, poléminent parfois, mais se complètent. À leur manière, et avec leurs effets spéciaux et techniques de construction du sens, le cinéma et le théâtre s'en sont aussi saisis. Toutes ces approches ont très souvent été isolées. À travers sa somme de 544 pages, ce livre collectif adopte la démarche inverse. À l'occasion de la commémoration des 20 ans du déclenchement et de l'exécution de ce projet funeste, il rassemble dans une même intuition éditoriale, artistes, chercheurs, et spécialistes de plusieurs disciplines. Il s'agit d'identifier et catégoriser les défis qui se posent encore à la raison plus de deux décennies après. « Ces enjeux d'ordre à la fois cognitifs et intellectuels, judiciaires et politiques, culturels et artistiques, éducatifs aussi, se croisent et souvent se brouillent » (p. 9). Ce qui exige « un travail de différenciation et d'échanges interdisciplinaires. Démêler ce qu'il en est du réel et de son incessante reconstruction dans les images et les discours – à la fois politiques, médiatiques, artistiques, universitaires – suppose d'articuler les champs du savoir et de réflexion qui se sont essayés à comprendre et penser ce qui s'est passé là, tout comme son héritage présent et ses implications éthiques et politiques » (*ibid.*).